

PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
du Centre-Val de Loire

Blois, le

13 NOV. 2017

Unité départementale du Loir-et-Cher

Société concernée

**ACIAL**

14 route du Blanc

BP87

41110 SAINT-AIGNAN-SUR-CHER

Site concerné

**ACIAL 2**

Z.I. de Vau de Chaume

41110 SAINT-AIGNAN-SUR-CHER

Demande de modifications des activités

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées**

à

**Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher**

**(Préfecture / PETE)**

**Copies :** DREAL Centre-Val de Loire (SEIR)

**Pièces jointes :** Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

**I. OBJET DU PRÉSENT RAPPORT**

Par courrier du 2 février 2017, complété par courriers des 27 avril, 21 juin, 11 septembre et 24 octobre 2017, le directeur des usines ACIAL à Saint Aignan-sur-Cher a adressé à la Préfecture un dossier de porter-à-connaissance (reçu en Préfecture le 3 février 2017) détaillant les diverses incidences, en termes de nuisances et de dangers sur l'environnement, d'un projet de modification du mode de fonctionnement des installations du site d'ACIAL 2 pour satisfaire un nouveau marché de l'armée.

Ce projet nécessiterait pour le site d'ACIAL 2 d'augmenter le temps d'ouverture de la ligne de peintures poudres, qui est utilisée actuellement sur une durée de 8 à 12 h par jour et qui démarre à 6 h du matin sur 5 jours par semaine (du lundi au vendredi). L'organisation future modifierait l'amplitude d'ouverture de 12 à 16h par jour au maximum (fonctionnement en 2x8h) de la ligne de peinture sans impacter le mode global de fonctionnement du site, qui est déjà en 2x8h et même en 3x8h au niveau de la tôlerie.

L'incidence du marché de l'armée, sur le classement des installations classées du site, porterait donc sur la rubrique 2940.3.b car la quantité maximale de peintures poudres susceptible d'être mise en œuvre passerait de 100 kg/jour à 300 kg/jour.

Aussi, l'objet du présent rapport est de rendre compte des conditions de modifications des installations, de leurs effets sur l'environnement et des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site ACIAL 2 à Saint Aignan-sur-Cher.

## II. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET DE L'ÉTABLISSEMENT

Installée à Saint Aignan-sur-Cher en 1958, la société ACIAL y possède 2 sites industriels, dont ACIAL 2 situé en zone industrielle de Vau de Chaume. Ce site, créé en 1982, occupe un terrain de 14400 m<sup>2</sup> pour 8980 m<sup>2</sup> de surfaces bâties.

Depuis 2004, ACIAL appartient au groupe AVERYS et la société est une SAS au capital de 1,2 M€, spécialisée dans la fabrication de mobiliers techniques (vestiaires, armoires de bureaux, armoires fortes, mobilier spécifique) et de tri pour la Poste. Suite à l'arrêt du marché avec la Poste en 2013, ACIAL a connu une baisse de charge significative. En 2015, la société ACIAL s'est vue attribuer un marché de mobiliers métalliques pour l'armée pour une fabrication de 2000 produits par an. Ce marché a été revu à la hausse avec désormais un besoin de 15000 produits par an. Le site d'ACIAL 2 étant en sous-charge depuis la perte du marché de la Poste, il présente désormais la capacité nécessaire pour faire face à l'augmentation de fabrication sollicitée par l'armée.

En 2016, la société ACIAL a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 29 M€ (pour les 2 sites), représentant une augmentation de l'ordre de 20 % par rapport à l'année 2015.

L'effectif global des 2 sites d'ACIAL est de 143 salariés et de 35 intérimaires. À ce jour, 55 personnes (salariés et intérimaires) travaillent sur le site d'ACIAL 2.

Le site d'ACIAL 2 fonctionne actuellement avec 3 types d'horaires sur 4 ou 5 jours par semaine :

- x journée normale de 7h15 à 12h30 et de 13h15 à 16h30
- x en 2X8h de 6h à 14h ou de 14h à 22h
- x en 3X8h de 6h à 14h ou de 14h à 22h ou de 22h à 6h.

## III. SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

### III.1. Situation administrative actuelle

L'établissement bénéficie actuellement de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2006.361.6 du 27 décembre 2006 actualisant les prescriptions applicables aux installations relevant des rubriques suivantes de la nomenclature :

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2565.2.a	A	Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie chimique	Tunnel de dégraissage phosphatation	Volume des cuves de traitement	> 1500 l	12 000 l
2940.3.b	DC	Application, cuisson, séchage de peintures sur support quelconque lorsque les produits utilisés sont des poudres à base de résines organiques	Tunnel de poudrage	Quantité maximale susceptible d'être mise en oeuvre	> 20 kg/j	100 kg/j
2560.2	D	Travail mécanique des métaux et alliages	Presses et poinçonneuses	Puissance installée des machines fixes	> 50 kW	98,5 kW
1220	NC	Emploi et stockage de l'oxygène	Bouteille	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	2 t	66 kg
1418	NC	Stockage ou emploi de l'acétylène	Bouteille	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	100 kg	57 kg
1530	NC	Dépôts de bois, papiers, cartons	Palettes, cartons d'emballage	Quantité stockée	> 1000 m <sup>3</sup>	375 m <sup>3</sup>
2910	NC	Combustion lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange du gaz naturel...	Brûleur de chauffage du bain de dégraissage Four de séchage Four de cuisson 11 Aérothermes	Puissance thermique maximale	> 2 MW	1,9 MW
2920	NC	Installations de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa, comprimant des fluides non inflammables et non toxiques	Compresseur d'air	Puissance absorbée	> 50 kW	50 kW

\* A (Autorisation) ; DC (Déclaration à Contrôle périodique) ; D (Déclaration) ; NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

À noter que l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2006 avait été pris dans le cadre d'une mise à jour des activités du site et des prescriptions de l'arrêté préfectoral initial du 14 novembre 1983 réglementant notamment des installations d'application et de cuisson des peintures à base de liquides inflammables relevant du régime de l'autorisation préfectorale.

### III.2. Modifications sollicitées

D'un point de vue réglementaire, l'augmentation de capacité projetée de l'activité « peintures » du site impacterait son classement au regard de la rubrique 2940.3.b qui passerait du régime actuel de la déclaration au régime de l'autorisation.

#### Description de la ligne complète « peinture » :

L'installation comprend :

- un tunnel de dégraissage phosphatant composé d'un bain de traitement de 12 m<sup>3</sup> et de deux bains de rinçage suivis d'un rinçage en eau osmosée. Ce process ne génère aucun rejet d'eaux industrielles car toute l'évaporation est compensée par apport d'eau de ville et le rinçage en eau osmosée fonctionne en circuit fermé. Le tunnel est doté de 2 cheminées en toiture : l'une pour les buées (conduit n°1 dans l'arrêté) et l'autre pour les gaz de combustion du brûleur (conduit n°4 dans le dossier)
- un four de séchage équipé d'une cheminée en toiture pour les gaz de combustion (conduit n°2 dans l'arrêté)
- une cabine de poudrage avec recyclage des poudres par filtration et équipée d'un dispositif de détection et d'extinction automatique d'incendie
- un four de cuisson des peintures poudres (conduit n°3 dans l'arrêté).

Le procédé de peintures par poudrage électrostatique utilise des peintures poudres époxydiques non-inflammables.

Dans son dossier de porter-à-connaissance, l'exploitant indique que la cabine de poudrage actuelle, qui date de 2002, ne subirait aucune modification mais verrait son temps d'ouverture augmenter. Quant au tunnel de dégraissage phosphatant, celui-ci a été mis en place en 2007 et il est dimensionné pour une capacité maximale quotidienne de traitement de 2880 m<sup>2</sup> ce qui correspond à un fonctionnement en 3 x 8 h. Or, le besoin de l'exploitant en situation projetée étant de 1600 m<sup>2</sup>/jour (fonctionnement en 2X8h), il n'y aura pas lieu d'apporter des modifications au tunnel de dégraissage phosphatant.

Les consommations annuelles de peintures poudres depuis 2012 sont les suivantes :

- 2012 : 39,1 tonnes
- 2013 : 38,1 tonnes
- 2014 : 36,8 tonnes
- 2015 : 42,9 tonnes
- 2016 : 54,6 tonnes

Pour 2017, ces consommations sont estimées à 65 tonnes et pour 2018 à 67,5 tonnes.

### III.3. Situation administrative après prise en compte des modifications

Le service d'inspection des installations classées a procédé à un examen du tableau de classement transmis par l'exploitant en prenant en compte d'une part les évolutions projetées et d'autre part les modifications apportées à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (y compris le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifié par le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015).

Le classement des activités s'établit donc maintenant ainsi qu'il suit :

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2565.2.a	A	Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie chimique	Tunnel de dégraissage phosphatation	Volume des cuves de traitement	> 1500 l	12 000 l
2940.3.a	A	Application et cuisson de peintures sur support quelconque lorsque les produits utilisés sont des poudres à base de résines organiques	Tunnel de poudrage et four de cuisson des peintures	Quantité maximale susceptible d'être mise en oeuvre	> 200 kg/j	300 kg/j
1530	NC	Dépôts de papier, cartons et matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés	Cartons d'emballage	Volume stocké	> 1000 m <sup>3</sup>	225 m <sup>3</sup>

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1532	NC	Dépôts de bois et matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531	Palettes en bois	Volume stocké	> 1000 m³	145 m³
2560.B	NC	Travail mécanique des métaux et alliages	Presses et poinçonneuses	Puissance installée des machines fixes	> 150 kW	98,5 kW
2910	NC	Combustion lorsque l'installation consomme exclusivement, seule ou en mélange du gaz naturel...	Brûleur de chauffage du bain de dégraissage Four de séchage Four de cuisson 11 Aérothermes	Puissance thermique maximale	> 2 MW	1,9 MW
2920	NC	Installations de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa et comprimant des fluides inflammables ou toxiques	Compresseurs d'air	(pas de fluides inflammables ou toxiques) Puissance absorbée	> 10 MW	50 kW
4140.1	NC	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.	Peintures poudres	Quantité totale de substances et mélanges solides susceptible d'être présente	> 5 t	3,48 t
4331	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	Polidec 316J	Quantité totale susceptible d'être présente	> 50 t	1,56 t
4441	NC	Liquides comburants catégories 1, 2 ou 3.	KEYKOTE VM1	Quantité totale susceptible d'être présente	> 2 t	1,29 t
4510	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	Peintures poudres	Quantité totale susceptible d'être présente	> 20 t	5,75 t
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	Peintures poudres	Quantité totale susceptible d'être présente	> 100 t	3,82t
4719 (ex 1418)	NC	Stockage ou emploi de l'acétylène	Bouteille	Quantité totale susceptible d'être présente	< 250 kg	57 kg
4725 (ex 1220)	NC	Emploi et stockage de l'oxygène	Bouteille	Quantité totale susceptible d'être présente	< 2 t	66 kg

\* A (Autorisation) ; NC (Non Classé) ; Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'exploitant a fourni un calcul montrant que ses installations et activités ne relèvent pas de la directive SEVESO 3 par les règles de cumul seuil haut et seuil bas au regard des rubriques de la nomenclature.

Concernant le classement du site, il apparaît donc que l'activité de peinture par poudrage, qui est déjà réglementée par l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2006, passerait d'un régime déclaratif à un régime d'autorisation, ce qui constitue à minima une modification notable.

Le dispositif réglementaire en vigueur prévoit :

- que toute **modification notable** apportée à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier d'autorisation soit portée à la connaissance du préfet par l'exploitant,
- que le préfet doit établir si la **modification est substantielle**, c'est-à-dire si une nouvelle procédure d'autorisation avec passage en enquête publique s'avère nécessaire.

L'examen mené par l'inspection doit donc conclure sur appréciation du caractère substantiel ou non des changements notables décrits dans le dossier adressé le 2 février 2017 à la Préfecture par l'exploitant.

Cet examen prend en compte la notion de modification substantielle qui apparaît dans les textes communautaires en vigueur et retranscrite dans la réglementation nationale. Ainsi, l'examen est réalisé :

- au regard de seuils techniques au-delà desquels la modification doit être considérée systématiquement comme substantielle,



- en deçà de ces seuils, au regard des impacts sur la santé humaine et l'environnement (examen au cas par cas).

Au regard des seuils techniques, les modifications apportées par le projet d'ACIAL 2 sur la rubrique 2940, n'amènent pas d'augmentation de capacité conduisant à un dépassement des seuils des directives IED et SEVESO.

D'autre part, le projet n'est pas concerné par les seuils et critères définis par l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement (les peintures poudres utilisées sur le site d'ACIAL 2 ne sont pas à base de solvants organiques).

Le caractère substantiel ou non des modifications envisagées sur le site d'ACIAL 2 doit donc s'apprécier au travers de l'examen au cas par cas de l'importance des dangers et inconvénients présentés par ces modifications.

#### **IV. ANALYSE DES IMPACTS ET DES DANGERS SUPPLÉMENTAIRES**

##### **IV.1. Évolution des impacts :**

Rappelons que les installations de préparation avant peintures (traitement de surfaces), d'application et de cuisson des peintures poudres sont déjà en place sur le site et réglementées par l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2006. Les installations de peintures restent les mêmes mais c'est leur rythme de fonctionnement qui va augmenter en passant d'une amplitude d'ouverture quotidienne actuelle de 8 à 12 h à une amplitude d'ouverture de 12 à 16h. Depuis fin 2007, le tunnel de traitement de surfaces (préparation avant peintures) ne génère plus de rejets d'eaux industrielles et le nouveau marché avec l'armée ne change en rien cette situation.

En termes de consommations d'eaux, celles-ci resteront dans les limites fixées par l'arrêté d'autorisation du 27 décembre 2006, à savoir 1500 m³/an d'eaux de process et 500 m³/an d'eaux sanitaires. En effet, pour 2018 l'exploitant a estimé les consommations annuelles du site ACIAL 2 à 1070 m³ d'eaux de process et 400 m³ d'eaux sanitaires. Le ratio de consommation spécifique en eau de l'atelier de traitement de surfaces, fixé à 5 litres/m²/fonction de rinçage, est également respecté puisqu'il est actuellement inférieur à 2,5 et devrait le rester en situation projetée.

Quant aux rejets d'eaux pluviales, l'exploitant fait contrôler tous les ans la qualité de ceux-ci par un laboratoire agréé et la dernière analyse de mars 2017 montre le respect des valeurs limites prescrites.

Concernant les niveaux sonores, il est à noter que l'atelier tôlerie fonctionne en 3x8 heures alors qu'en 2006 l'arrêté préfectoral d'autorisation réglementait un fonctionnement sur 2x8 heures de 6h à 22h. Néanmoins, l'exploitant a fourni les résultats d'une campagne de mesures de bruit effectuée par BUREAU VERITAS en avril et juin 2017 en périodes de jour et de nuit et ces résultats montrent la conformité des niveaux sonores générés en limite de propriété et en Zone à Émergence Réglementée. Il est donc envisageable d'étendre les horaires de fonctionnement en 3X8h dans l'arrêté préfectoral. Rappelons aussi, qu'aucune plainte pour nuisances sonores n'a été enregistrée à l'encontre de ce site.

**Du fait des caractéristiques de l'installation, l'augmentation de capacité de l'activité d'application de peintures poudre n'engendre donc pas de modification des impacts sur les consommations et les rejets d'eaux, ainsi que sur l'aspect acoustique.**

Concernant le trafic routier, l'exploitant a indiqué que le trafic actuel induit par les activités d'ACIAL 2 était de l'ordre de 12 camions/jour et qu'il pourrait atteindre 15 camions par jour. Par contre, le trafic lié au personnel est en baisse car 60 personnes (hors intérimaires) travaillaient sur le site d'ACIAL 2 en 2006 et actuellement ce sont 55 personnes, salariés et intérimaires compris, qui sont affectés au site ACIAL 2. Globalement il n'y aura donc pas d'augmentation de l'impact du trafic routier.

Dans le domaine des déchets, l'exploitant a précisé que depuis 2010, il a généré un tonnage annuel de déchets non dangereux allant de 29 à 53 tonnes ; pour 2018, il a estimé ce tonnage à environ 30 tonnes. Quant aux déchets dangereux, qui sont essentiellement constitués des vidanges des bacs du traitement de surfaces et des peintures poudres, l'exploitant a fourni des données montrant qu'il en génère en moyenne annuellement 31,8 tonnes depuis 2010. Il a estimé ce tonnage à 32,33 tonnes pour 2018, ce qui ne représente qu'une faible augmentation des déchets produits sur le site d'ACIAL 2.

Concernant les rejets atmosphériques, l'utilisation de peintures poudres, en lieu et place des peintures solvantées, qui étaient utilisées initialement sur le site, a constitué une réduction notable des impacts environnementaux en termes d'émissions de COV. L'air extrait du tunnel de poudrage est filtré sur cartouche puis sur cyclone (récupération et recyclage des poudres). L'air extrait dépoussiéré est rejeté dans l'atelier.

Les derniers rapports des contrôles triennaux (2014 et 2017) des rejets atmosphériques issus du four de cuisson des peintures poudre montrent que les concentrations d'émissions en NOx, SO2 et COV restent très inférieures aux valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation et devraient le rester. L'impact de l'augmentation de l'activité « peinture » sur les rejets atmosphériques est donc neutre en termes de concentrations de polluants. Sur l'aspect des flux de polluants, au vu des données fournies par l'exploitant il apparaît que sur les paramètres suivis, à savoir, NOx, SO2 et COV, leurs flux annuels estimés actuellement respectivement à 147, 2,47 et 6,3 kg/an pourraient passer à des flux de 203, 3,42 et 8,7 kg/an en situation projetée. Dans les 2 situations, ces rejets demeurent relativement faibles et ne constituent pas une nuisance pour l'environnement ou le voisinage de ce site implanté en zone industrielle.

#### **IV.2. Évolution des dangers :**

Les installations d'application et de cuisson des peintures poudre restent les mêmes avec des dangers identiques mais maîtrisés grâce notamment aux sécurités suivantes :

- détection automatique (IR et UV) et extinction automatique au CO<sub>2</sub> sur les cyclones de la cabine de poudrage;
- arrêt de l'alimentation en peinture sur arrêt ventilation, anomalie équipements (cyclones, convoyeur, pistolets) ;
- ventilation dimensionnée pour garantir l'absence d'atmosphère explosive.

Par ailleurs, depuis 2006, l'exploitant a mis en place un système de détection incendie relié à une centrale au niveau de la zone peinture et il a renforcé ses moyens de lutte contre l'incendie avec la pose de Robinets d'Incendie Armés.

Les installations électriques du site font l'objet d'un contrôle annuel par un organisme compétent et notamment par thermographie infrarouge. Les derniers contrôles de ce type réalisés en 2017 ont fait l'objet de certaines anomalies déjà corrigées par l'exploitant.

La cabine de poudrage de peinture fait l'objet d'un contrôle avec maintenance externe annuelle (dernier fait le 21/09/2017).

Le stock de peintures poudres restera inchangé et limité à 10 tonnes car depuis 10 ans des améliorations en termes de réactivité des fournisseurs ont été mises en place et l'exploitant a limité les frais de stockage.

Les stocks de produits d'emballage tels que palettes en bois et cartons demeurent identiques à ceux déjà autorisés.

Tous les ans des formations au maniement des moyens de secours sont organisées pour une équipe de première intervention et le dernier exercice incendie a été effectué le 31 août 2017.

Depuis 2013, le site est équipé d'un système de confinement des eaux en cas de déversement accidentel ou d'incendie.

Le site ACIAL 2 est doté d'une clôture et de portails automatiques.

L'accroissement de fonctionnement des installations de peintures ne doit donc pas générer davantage de dangers sur le site d'ACIAL 2.

#### **V. AVIS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

La demande de modifications déposée par la société ACIAL pour son site ACIAL 2 de SAINT-AIGNAN-SUR-CHER est notable mais n'apparaît pas comme substantielle car elle n'est pas en lien avec une augmentation des conséquences sur la santé humaine et l'environnement et elle n'entraîne pas des dangers ou inconvénients nouveaux significatifs. De ce fait, ces modifications ne conduisent pas à une procédure d'autorisation avec enquête publique mais nécessitent des prescriptions complémentaires.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées est d'avis de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation sur les points suivants :

- l'augmentation de la capacité pour l'activité d'application et de cuisson des peintures poudres ;
- la mise à jour du tableau de classement
- l'adaptation de certaines prescriptions.

Compte tenu de ce qui précède et conformément aux articles R.512-33 et R.512-31 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher de donner une suite favorable à la demande de modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la société ACIAL, sise Z.I. de Vau de Chaume à SAINT-AIGNAN-SUR-CHER, sous réserve du strict respect des dispositions du projet d'arrêté complémentaire joint qui permet de prendre en compte les impacts et les dangers des installations sur leur environnement.

L'inspection des installations classées propose donc que ce rapport et le projet d'arrêté précité soient respectivement présentés et soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis avec avis conforme, à Monsieur le,  
Préfet de Loir-et-Cher  
Pour le directeur et par délégation  
Le chef de l'unité départementale de Loir-et-Cher,